

POLOGNE

La revue « Zdrowie », éditée par la Croix-Rouge polonaise, publie dans son dernier numéro (N° 2, 1955) un article du Dr J. Rutkiewicz. L'auteur, président de la Croix-Rouge polonaise, organisa et dirigea, durant la période qui suivit la guerre, le service sanitaire de la ville de Varsovie ; son récit, comme on le verra, illustre le grand effort accompli durant ce qu'il appelle « les jours difficiles » :

Dix années se sont passées pour nous dans un effort soutenu, en vue de la reconstruction de la Pologne démocratique ; elles se sont écoulées avec la rapidité d'un film fascinant, dont le début ne ressemble guère aux images actuelles.

17 janvier 1945 — premier jour de liberté de Varsovie. L'état sanitaire de la ville provoque le désespoir. Les rues, les ruines cachent des dizaines de milliers de cadavres sans sépulture, ensevelis sous les chaussées et les trottoirs, sous une mince couche de terre et de décombres. Des corps déchiquetés se dressent tragiquement, çà et là, hors de ces tombes provisoires ; une atroce odeur de décomposition se dégage des bâtiments écrasés, des caves et des abris éventrés, devenus des fosses communes où se désagrègent les morts.

Les hitlériens n'avaient « pas eu le temps » de s'acquitter de cette tâche pendant les quatre mois qui séparaient ce jour de celui de la chute de la capitale, après son insurrection. Ces « bons organisateurs » avaient été trop occupés à rapiner ce qui restait dans les maisons partiellement indemnes. Dès le début de son activité, le « Resort Zdrowia » (c'est le titre que portait, à l'époque, la Section sanitaire du Conseil national de la capitale), dut s'occuper de l'inhumation de 41.000 cadavres — puisque aucune autre institution municipale n'existait à cette époque.

L'eau manque dans toute la ville ; les puits provisoires avoisinent avec les tombes collectives et les monceaux de détritux ; le réseau urbain de canalisations, de conduites d'eau, d'électricité, du gaz et des téléphones est anéanti, dans sa totalité.

Les rues sont coupées par des dizaines de barricades, jalonnées de plâtras, criblées d'entonnoirs creusés par l'explosion des

bombes. Toute communication est devenue impossible ; aucun moyen de transport n'existe plus.

Il est facile d'imaginer l'état dans lequel les hitlériens laissaient l'appareil du « Service sanitaire », tels les hôpitaux et les postes de secours médical. 90% des institutions médicales, prophylactiques et sanitaires étaient en ruines. Nous ne disposions d'aucun meuble ni article sanitaire, d'aucun appareil ou agencement médical, d'aucun laboratoire. Il était difficile de trouver des bâtiments dont l'état permettrait l'installation de services médicaux collectifs. Partout des ruines tragiques, portant encore des lambeaux d'insignes de la Croix-Rouge qui, au lieu de servir de protection, selon les Conventions de Genève, avaient été des cibles de tir pour les aviateurs hitlériens inhumains. Sous les décombres des hôpitaux, reposaient encore les corps de ceux qui avaient été massacrés à bout portant par des membres de l'armée de terre : malades civils, soldats blessés, membres du personnel de l'hôpital.

C'est dans ces conditions que débuta la réorganisation du « Service sanitaire » de la capitale. L'action qui consistait à ramener à Varsovie tous les hôpitaux qui avaient été dispersés par l'occupant — non seulement dans le département mais parfois dans les régions éloignées du pays —, se déroulait par étapes, au fur et à mesure que s'élevaient à nouveau les bâtiments qui devaient les abriter temporairement ou définitivement. L'hôpital de l'Enfant Jésus se trouvait à l'époque à Milanowek ; celui du St-Esprit — à Konstancin ; l'hôpital pédiatrique de la rue Kopernik — à Bukowina ; l'hôpital de Charles et Marie — près de Piotrkow. (Notons que le premier est devenu aujourd'hui une clinique).

Quand enfin tous les hôpitaux ont pu réintégrer Varsovie, le travail médical devait s'y faire simultanément avec les travaux de reconstruction et de réinstallation. L'affluence des malades était si grande qu'il était impossible de trouver une autre solution. Cette situation demandait beaucoup d'abnégation de la part du personnel sanitaire et du corps médical. Les chirurgiens opéraient souvent dans des salles dont la réfection était en cours ; le personnel dormait dans les couloirs, les malades eux-mêmes grelottaient dans des salles glaciales.

Etant à cette époque chef du « Service sanitaire », je faisais, en motocyclette, les inspections d'hôpitaux. Traversant les marécages de boue, les barricades et les gouffres que présentaient les rues, j'étais obligé de pénétrer dans les hôpitaux avec des vêtements sales, couverts de terre et parfois sans même pouvoir les recouvrir d'une blouse blanche. Un vieux camarade, directeur d'un de ces hôpitaux, m'accueillit un jour avec indignation : « Regardez-vous, dit-il : c'est dans un état pareil que vous venez inspecter notre institution modèle ? » Il est vrai que ce « modèle » avait alors bien plutôt l'apparence d'une usine de briques bombardée que d'un hôpital ; tout notre état-major sanitaire y dormait sur des tables, dans les bureaux, mais c'était une équipe de partisans.

En dépit de toutes ces difficultés, le niveau de l'état sanitaire atteint vers la fin de la première période de reconstruction (fin 1945, début 1946) était suffisamment élevé pour qu'on puisse faire face aux plus pressantes nécessités, et bien qu'une partie des hôpitaux fussent installés, à titre provisoire, dans des bâtiments d'écoles aménagés sommairement (quartier de Praga).

Ce réseau d'hôpitaux se développait rapidement, et dans la même proportion qu'augmentait l'afflux de la population vers la capitale. Il suffit de rappeler que, dans la seconde partie de l'année 1945, la population de Varsovie augmenta de 100.000 personnes. Vers juillet 1945, nous avions déjà 15 hôpitaux, où 4625 malades étaient soignés, ce qui donnait alors le chiffre de 8,2 lits d'hôpital pour 1000 habitants. A la même époque de l'année 1948, il y avait 5254 lits d'hôpitaux disponibles, ce qui se rapprochait de la norme de 10 lits pour 1000 personnes, puisque le chiffre des habitants se montant cette année à 582.000, nous avions atteint la proportion de 9 lits par 1000 habitants.

Parallèlement à la reconstruction des hôpitaux, le nombre augmentait des médecins privés, chargés — entre autres tâches — de l'action prophylactique ; on créait toujours plus de dispensaires pour mères et enfants et d'institutions sanitaires.

En février 1945, on entreprit l'aménagement de 14 Centres médicaux dont chacun posséda bientôt 6 à 8 dispensaires

spécialisés. Il n'était pas question, au début, d'une action prophylactique rationnelle. Notre effort principal se concentrait sur l'aide médicale nécessaire à la grande vague de population exténuée qui revenait à Varsovie. Le Centre médical était alors la seule instance qui pouvait dispenser cette aide. Les assurances sociales n'étaient pas encore organisées ; la Croix-Rouge n'en était qu'à ses débuts.

Dans le domaine de l'hygiène scolaire, on débuta par la lutte contre les parasites. En février-mars 1945, 70% des écoliers avaient des poux. Grâce au travail des « hygiénistes », ce fléau fut vite réprimé.

La guerre ayant dévasté notre pays et nivelé sa capitale, il nous est resté, comme un triste héritage, la plaie des maladies sociales, qui se développait dans des proportions jusque-là inconnues. La lutte contre ces maladies et l'organisation de l'action prophylactique furent entreprises par les Centres médicaux en 1945. On s'occupa alors spécialement de la tuberculose. C'est ainsi qu'une « action Pirquet » massive fut menée à bien en 1946, parmi les enfants en âge pré-scolaire et ceux des écoles communales.

Un groupe dévoué prit la direction du Centre d'aide pour mères et enfants et réussit, en une année et avec des moyens restreints, à mettre sur pied les Centres suivants : quartier de Bielany et à Laski, Otwock, Włodzimierzów, Konstancin — des cliniques d'accouchement ; pour les enfants jusqu'à 3 ans — 6 crèches ; pour les enfants abandonnés — la remise en état de la fondation de Boduen ; pour enfants menacés de tuberculose — des « jardins d'enfants » dans 16 districts de Varsovie (chiffre global de 10.000 enfants) ; des préventoriiums à Laski, Otwock, Puszcza Kampinowska et Plonsk (730 enfants). On organisa également une laiterie centrale pour nouveaux-nés.

Pendant la période allant de 1945 à la première moitié de 1946, le danger d'épidémies fut constant. Les maladies qui sévissaient étaient la fièvre typhoïde, le typhus exanthématique et la dysenterie. Le « Service sanitaire » travaillait dans des locaux primitifs, au milieu de foyers épidémiques actifs et la contagion menaçait le personnel dont les dures journées de

labeur se passaient parmi les ruines et la misère générale qui suivirent l'insurrection, apparues sur les traces du front qui s'éloignait.

Au début de 1945, il y avait de sérieux doutes quant à la possibilité d'accorder à ceux qui revenaient, l'autorisation de se réinstaller dans une ville dévastée, sans eau ni canalisations. Et ce fut la vie, plus forte que toutes les théories, qui remporta la victoire ; ce fut l'attachement de la population aux restes calcinés de ses habitations, qui triompha des difficultés. En mai 1945, les listes des habitants de Varsovie indiquaient le chiffre de 375.000 ; en janvier 1946, un demi-million. Pour maîtriser la situation sanitaire, on organisa un réseau des Offices sanitaires, reliés aux Centres médicaux, en leur confiant les recherches de malades contagieux, leur hospitalisation et la surveillance de l'état sanitaire de la ville. Ces Offices sanitaires travaillaient en collaboration avec l'Institut médical de l'hygiène qui venait d'être créé en même temps que les nouvelles entreprises sanitaires municipales, dotées d'installations pour la désinfection et l'épouillage, et de bains. On mit aussi en usage un réseau de colonnes sanitaires. On vaccina toute la population de la capitale contre le typhus (4000 personnes, parmi celles qui étaient le plus menacées, contre le typhus exanthématique), contre la dysenterie, la petite vérole et la dyphtérie. Grâce à une action prophylactique intensive, l'épidémie de typhus fut rapidement localisée, puis réprimée. Il y eut des contrôles rigoureux et périodiques des puits et des sources d'eau.

Des années ont passé et nous sommes en mesure d'affirmer aujourd'hui que nous étions alors à un pas d'une très grave épidémie. A cette époque, je tremblais en lisant le matin le rapport épidémiologique présenté par la « Section sanitaire » ; tous les soirs, nous réunissant entre collègues, nous comprenions sans le dire notre soulagement réciproque d'avoir gagné un jour de plus sur le fléau. Durant l'hiver et le printemps 1945, les habitants de Varsovie demeurèrent sans chauffage (la guerre sévissant encore), sans vitres — à proximité de l'énorme cimetière qu'étaient les rues, dans ce qui leur restait comme logements, privés d'eau, de canalisations et d'éclairage, vivant dans la crasse, les poux et la misère ; ensuite vint l'été et, avec lui,

le joyeux rapatriement de milliers de nos compatriotes, qui constitua, de toute évidence, un grave danger pendant des épidémies. Pas d'installations de bains publics et de désinfection. Pas d'automobiles pour le transport des malades qui se faisait dans des charrettes de paysans. Manque total d'hôpitaux pour maladies contagieuses et de laboratoires. L'Institut municipal de l'hygiène n'existait pas encore. Aucune communication téléphonique. C'est dans ces conditions que l'épidémie de typhus éclata en août : 180 cas durant un mois. Et la population augmentait. Les asiles de nuit, les abris, les camps de prisonniers allemands devinrent, pour la maladie, autant de foyers. Un personnel sanitaire, travaillant dans des conditions difficiles et au péril constant de sa vie, continuait progressivement le montage de la vaste machine sanitaire. Tous ceux qui faisaient partie de ce personnel (environ 4000 personnes), ainsi que les employés des centres d'aide, des asiles de nuit, des hôtels, etc., avaient été vaccinés avec le sérum de Weigle. Le savon « K », fabriqué en U.R.S.S., et le DDT ont facilité la destruction des parasites, aidant ainsi à combattre le typhus.

A la conférence de presse qui se tint en été 1946 à la Légation de Pologne, à Stockholm, les journalistes étrangers s'informèrent auprès de la délégation du Conseil pour la reconstruction de la capitale, s'ils devaient — avant de se rendre à Varsovie — se faire vacciner contre le typhus exanthématique, la typhoïde, le choléra, la dysenterie et la petite vérole (puisque c'est ainsi qu'ils se représentaient encore l'état de la ville). J'ai été heureux de pouvoir répondre à leur crainte par une plaisanterie. En automne 1945, à une époque toute proche encore, je n'aurais pas été disposé à faire de l'humour.

Il est utile actuellement de rappeler ces jours difficiles alors que nous travaillons dans des salles d'hôpitaux, dans des centres de secours médicaux et des sanatoriums qui sont clairs, propres et chauffés, en nous plaignant parfois d'imperfections et de difficultés combien minimes en comparaison de celles d'il y a dix ans.
